

Comité Technique Local du 16 novembre 2015

Monsieur le Président

En ces heures tragiques pour notre peuple et notre Nation, nous élus FO DGFIP au comité technique de l'Yonne tenons à apporter notre soutien moral à toutes les victimes et à leurs proches.

Vu les circonstances nous ne pouvons maintenir le mot d'ordre de grève du 18.

Nous tenons aussi à apporter notre soutien à tous nos collègues fonctionnaires d'état, territoriaux et hospitaliers, en première ligne dans ces heures très difficiles.

Une fois de plus la fonction publique est là lorsque la république en a besoin.

Cependant, nous tenons à vous faire part de la colère des agents devant le traitement réservé à la même fonction publique et en particulier à notre administration.

- attaque du Ministre de l'économie sur le statut des fonctionnaires ;
- « couacs » fiscaux à répétition ;
- suppression à la DGFIP, en 2016, de 2 130 emplois, soit 54% des réductions alors qu'elle ne représente que 6 % des effectifs de la fonction publique d'état. En revanche, les effectifs des cabinets ministériels continuent de progresser;
- non couverture des vacances d'emplois ;
- accélération de la dégradation des conditions de travail à la DGFIP contribuant à l'abandon de missions en catimini.

La DGFIP est entrée dans une spirale infernale de suppressions de structures; l'administration justifiant celles-ci aux motifs que ces sites ne seraient plus viables alors qu'elle est, et elle seule, responsable de leur situation en leur ayant retiré les moyens humains de fonctionner. En outre, les budgets de fonctionnement diminuent d'année en année et nous n'avons plus les moyens d'exercer nos missions.

Nos carrières sont de moins en moins attractives et notre rémunération n'est plus à la hauteur (le point d'indice est gelé depuis 6 ans).

Les quelques dispositions des règles de gestion qui nous étaient les plus favorables sont remises en cause sans discussion, ni contrepartie par le Directeur Général.

Y en a marre d'être les dindons de la farce, en conséquence nous appellerons les collègues à l'action dès que possible.